

MARCHE PUBLIC DE SERVICES
ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE

Procédure adaptée

Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes
La maison Forte, 2 rue des Vallières
69390 VOURLES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Travaux mécaniques de broyage et de fauche de la végétation pour des sites naturels
dans le département de l'Ain (01)**

N°062022TRAMEC921AIN

Date limite de réception des offres
27 Juillet 2022

Cahier des Clauses Administratives Particulières (commun à tous les lots)

ACHETEUR

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

2 rue des Vallières

La Maison Forte

69390 VOURLES

Téléphone : 04 72 31 84 50

Télécopie : 04 72 31 84 59

<https://www.cen-rhonealpes.fr/>

Objet du Marché

Travaux mécaniques de broyage et de fauche de la végétation pour des sites gérés dans le département de l'Ain

Table des matières

Article 1 - Objet du marché	4
Article 2 - Intervenants.....	5
2.1. Acheteur	5
2.2. Titulaire du marché	5
2.3. Devoir de vérification et devoir de conseil.....	5
2.4. Sous-traitance.....	6
2.5. Recours à des tiers.....	6
Article 3 - Pièces constitutives du marché	6
Article 4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée	6
Article 5 - Prix	6
5.1. Forme du prix	6
5.2. Mois d'établissement du prix du marché	7
5.3. Modalités de révision des prix.....	7
Article 6 - Règlement des comptes du titulaire.....	7
6.1. Règlement des comptes	7
6.2. Délai de paiement	8
6.3. Intérêts moratoires	8
6.4. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement	8
Article 7 – Délais d'exécution – Durée du marché	9
Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations	9
Article 9 - Pénalités.....	9
Article 10 – Résiliation.....	10
Article 11 – Exécution aux frais et risques du titulaire.....	10
Article 12- Assurances	10
12.1. Responsabilité civile professionnelle	10
12.2. Justificatifs des polices d'assurance	10
Article 13 – Continuité d'exécution.....	10
Article 14 - Secret professionnel et obligation de discrétion	10
Article 15 - Dérogations aux documents généraux	11

Article 1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet des interventions mécaniques de restauration et d'entretien de la végétation (broyage, fauche) sur des sites naturels dans le département de l'Ain.

Les sites d'exécution du marché se situent dans le Département de l'Ain (01).

Les spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots.

Le marché est alloti en 13 lots de la manière suivante :

N° Lot	Nom du lot	Site concerné
BUGEY		
1	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Marais du barrage d'Intriat
2	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	ENS du lac Genin
BUGEY SUD		
3	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Combe de Cerin
4	Fauche mécanique avec mise en balles rondes	Combe de Cerin
5	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac Chailloux / Lac d'Armaille
6	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac de Chavoley
7	Fauche mécanique avec exportation	Lac de Chavoley
8	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Lac de Millieu
9	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Marais de Montbreyzieu
10	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	Tourbière du lac de Crotel / ENS de Serrière de Briord
11	Fauche mécanique avec exportation	ENS de Serrière de Briord
PAYS DE GEX		
12	Broyage mécanique avec exportation milieux humides	ENS marais de la Versoix (marais des Bidonnes/marais de Prodon)
13	Broyage mécanique en milieux secs	Pelouse sèche de Vesancy

L'ensemble des lots du marché à attribuer constitue un accord-cadre à bons de commande, conclus selon les règles des articles L.2125-1 et R.2161-13 à R.2161-14 du code de la commande publique.

L'accord cadre est mono-attributaire.

Article 2 - Intervenants

2.1. Acheteur

L'acheteur est :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Le représentant de l'acheteur est M. Jean-Yves Chetaille, président du CEN Rhône-Alpes.

2.2. Titulaire du marché

Le titulaire du marché est désigné à l'acte d'engagement.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

2.3. Devoir de vérification et devoir de conseil

L'acheteur communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile pour l'exécution de son marché. Le titulaire est responsable de la vérification des documents ou des informations transmises par le Maître d'Ouvrage lequel est exonéré de toute responsabilité et ne pourra être mis en cause à quelque titre que ce soit du fait de ces documents ou informations.

Le titulaire reconnaît avoir eu toute latitude pour inspecter et examiner le site et ses environs, et les informations disponibles afférentes. Le titulaire reconnaît avoir un devoir de conseil plein et entier vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire communique au Maître d'Ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait le seul destinataire et dont la connaissance est utile au Maître d'Ouvrage. Notamment, le titulaire devra informer le Maître d'Ouvrage si les documents transmis par ce dernier et, systématiquement analysés, lui semblent susceptibles d'être inexacts ou incomplets. Il fera alors toutes les suggestions nécessaires au Maître d'Ouvrage pour permettre à ce dernier de procéder aux investigations complémentaires nécessaires à la mise à jour des documents transmis.

2.4. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu au paiement d'un sous-traitant, quel que soit le rang et les motifs de sa demande, au-delà de l'assiette de son paiement direct telle qu'elle résultera de l'agrément de ses conditions de paiement.

Les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent être déclarés, en toutes circonstances, sans l'accord du titulaire.

2.5. Recours à des tiers

L'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché en cas d'incapacité du ou des titulaires de fournir les prestations demandées, ou si la prestation fait l'objet d'un ensemble de travaux de plus grande ampleur (broyage accompagnant une restauration hydrologique par exemple).

Article 3 - Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement;
- le présent CCAP ;
- le CCTP;
- le bordereau des prix unitaires ;
- le cahier des clauses administratives générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS dans sa version issue du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique et financière en réponse aux exigences de la présente consultation

Seuls les originaux détenus par le Maître d'Ouvrage font foi.

Article 4 – Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA. Le taux applicable de la TVA est celui en vigueur à la date de remise des offres. En cas de modification de ce taux en cours d'opération, le nouveau taux sera appliqué.

Article 5 - Prix

5.1. Forme du prix

La prestation est établie sur la base de prix unitaires.

Les prix sont révisables.

Les prix fixés sur la base de prix unitaires permettront à l'acheteur, dans le cadre de l'accord cadre à bon de commande, de passer commande de prestations, à la carte.

5.2. Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre ; ce mois est appelé « mois M0 ».

5.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot 1 : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n) / TP01 (0))$

Lot 2 : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n) / TP01 (0))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision applicable pour le mois n
- Index (n) : dernière valeur connue de l'index de référence pour le calcul des révisions du mois n
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE est l'index TP01 « Index Travaux Publics – Index général TP – Base 2010 ».

Article 6 - Règlement des comptes du titulaire

6.1. Règlement des comptes

Le titulaire remettra une demande de paiement annuelle précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes, notamment le descriptif des prestations effectuées, leur montant et la période d'exécution.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro et la date du marché, le n° du lot concerné / n° du bon de commande ;
- la dénomination de la prestation ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en créditant le compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Les factures sont adressées par voie électronique à l'adresse mail :

comptabilite@cen-rhonealpes.fr

En indiquant l'adresse de facturation suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes
2 rue des Vallières
La Maison Forte
69390 VOURLES

Le paiement se fera par virement ou chèque.

Le financement du marché et les dépenses qui en résultent pour l'année 2022 sont assurés par le budget général de l'acheteur et par des financements obtenus auprès de l'Agence de l'eau RMC, du Département de l'Ain et de l'Etat.

6.2. Délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de paiement du présent marché.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 45 jours à compter de la fin du mois de la réception de la facture.

6.3. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitant(s), le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € seront payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

6.4. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

En cas de co-traitance ou de sous-traitance avec paiement directement du sous-traitant, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acompte et les projets de décompte, et à accepter les décomptes. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les pénalités ou retenues sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente des indications relatives aux pénalités et retenues, celles-ci sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération n'engage le Maître d'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Article 7 – Délais d'exécution – Durée du marché

L'ensemble des lots, en accord cadre à bon de commande, est établi pour une durée de 42 mois à compter de la date de notification du marché.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande sont établis sur la base d'un devis établi par le titulaire, qui mentionne :

- le montant maximal de l'engagement financier de l'acheteur.
- le ou les lieux d'exécution des prestations,
- les principales modalités d'exécution des prestations,
- les délais d'exécution des prestations concernées

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les délais intègrent les périodes de congés annuels.

Article 8 – Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification prévues par l'article 27 du CCAG FCS auront lieu à l'issue de l'exécution des prestations de chaque bon de commande et à l'issue du marché pour le lot 2.

Par dérogation à l'article 27.2.2, Le titulaire est dispensé d'aviser l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

A l'issue des opérations de vérification des prestations ou fournitures, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiée au titulaire par ordre de service.

En cas d'accords-cadres à bons de commande, la décision relative à l'admission est prise pour chaque bon de commande.

Article 9 - Pénalités

En cas de non-respect des délais d'exécution, et par dérogation à l'article 14 du CCAG, le titulaire encourt une pénalité de retard fixée forfaitairement à 50 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14, les pénalités de retard et retenues sont encourues sur simple constatation de l'acheteur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Les pénalités sont cumulables et elles ne sont pas plafonnées.

Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le titulaire sera soumis à une pénalité égale à 10 % du montant du marché pour lequel s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Cette pénalité sera cependant plafonnée au montant des amendes encourues en application des articles L. 8224- 1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Article 10 – Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit au versement de l'indemnité de résiliation au titulaire.

Article 11 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans les cas prévus à l'article 45 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations.

Article 12- Assurances

12.1. Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire certifie qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle.

12.2. Justificatifs des polices d'assurance

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à assumer la responsabilité des dommages résultant de l'intervention de ses sous-traitants.

Article 13 – Continuité d'exécution

Pour respecter son obligation d'exécution continue du marché, le titulaire qui viendrait à faire défaut (cessation d'activité,...) devra prévenir l'acheteur dès que possible et proposera trois sociétés en remplacement, sous réserve de compenser le préjudice subi.

Article 14 - Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ce sujet et toute remise de documents à des tiers étrangers à l'opération sans l'accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire se porte garant du respect par son personnel de cette obligation de confidentialité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel. Les candidats ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

Article 15 - Dérogations aux documents généraux

L'article 8 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG FCS

L'article 9 déroge à l'article 27.2.2 du CCAG FCS

L'article 10 – Pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 11 Résiliation déroge à l'article 42 du CCAG FCS